

La citation du mois

L'Iran a conclu, le 17 mai, un accord avec la Turquie et le Brésil pour un échange d'uranium sur le territoire turc.

« Dans moins de quinze ans, je vois une Turquie solidement installée dans l'Union européenne, jouant un rôle actif dans les affaires du monde et comptant parmi les dix premières économies mondiales ».

Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, à Ankara, lors d'une réunion avec les diplomates turcs réunis autour de leur ministre, Ahmet Davutoglu.

A la Une

Jacques Chirac pour des liens « *les plus étroits possibles* » entre la Turquie et l'UE

Jacques Chirac, a effectué une visite en Turquie les 10 et 12 mai. Reçu à déjeuner par le président Gül à Ankara, il s'est vu remettre le titre de docteur *honoris causa* par l'Université Galatasaray à Istanbul.

« Quel que soit le lien qui unira la Turquie à l'Union Européenne dans les années à venir, (...) ma ferme conviction est qu'il doit être le plus fort possible.

La Turquie et l'Union Européenne ont à l'évidence un destin partagé ».

Ainsi s'est exprimé l'ancien président français dans un entretien au journal Posta publié le 10 mai et repris en France par plusieurs journaux. Il y préconise des liens « *les plus étroits possibles* » entre la Turquie et l'Union européenne, « *conditions de paix et de stabilité du continent* ». Il rappelle qu'en 2004, il avait « *la conviction* », qu'il était « *dans l'intérêt de l'Europe* » d'engager des négociations d'adhésion avec la Turquie.

Pour Jacques Chirac, « *les réticences des Européens ne viennent pas tant du fait que la Turquie est musulmane (...). "La vraie question tient plutôt à la taille de la Turquie, à l'importance de sa population, en un mot, à ses dimensions"* ». « *Il revient à la Turquie de répondre à toutes les demandes de l'UE* », a ajouté l'ancien président, rappelant qu'elle « *est soumise exactement aux mêmes conditions que tous les autres candidats* ».

« L'exceptionnelle relation d'amitié que la France entretient, depuis des siècles, avec la Turquie, nous permet, aujourd'hui, de parler, entre nous, de communauté de destin », a déclaré Jacques Chirac, le 11 mai à Istanbul. « *Communauté de destin* » qui s'exprime aussi « *par une préoccupation partagée afin de promouvoir la paix dans le monde* ». Il a tenu à rappeler que les soldats turcs et français étaient présents, en Afghanistan et au Liban, « *œuvrant côte à côte, pour le maintien de la paix* ».

L'ancien président français a rencontré diverses personnalités du monde économique et des médias, au sujet notamment de la Fondation Chirac.



Le président Abdullah Gül accueille Jacques Chirac à Ankara (AFP).

Actualités

Flottille humanitaire pour Gaza : les relations Turquie-Israël « au plus mal »

Les relations entre la Turquie et Israël, « *sont au plus mal* » (AFP, 31 mai) après le raid israélien meurtrier sur la flottille d'aide pro-palestinienne à Gaza, dont un navire turc. Quelques heures après, Ankara a rappelé son ambassadeur en Israël, et demandé – et obtenu – une réunion d'urgence de l'ONU et à l'OTAN. La Turquie, dont plusieurs ressortissants feraient partie des victimes, a prévenu Israël de « *conséquences irréparables* » sur les relations bilatérales.

« Révolution » dans les relations gréco-turques?

Pour de nombreux journaux, « *la crise financière a du bon* » puisque les « *frères ennemis* », se sont engagés à « *renforcer la paix et la stabilité dans la région* ». Le premier ministre turc a effectué les 14 et 15 mai une visite chez « *son voisin au bord de la faillite* ». Si M. Erdogan a signé une vingtaine d'accords de coopération, c'est la course à l'armement menée par les deux pays qui a monopolisé l'attention générale.

Athènes entendra-t-elle l'appel du FMI à réduire ses dépenses militaires? M. Beglitis, ministre adjoint de la Défense grec, l'a promis dans un entretien au Monde (15 mai), sans toutefois préciser de chiffres. Cinquième importateur mondial d'armement, la Grèce a affecté 6 milliards d'euros à ses dépenses d'armement pour 2010, soit 2,8% de son PIB. C'est le « *second budget défense de l'OTAN après les Etats-Unis* », titre Le Monde (15 mai).

Une réduction bilatérale des armements est soumise à l'établissement « *d'un climat de confiance et de sincérité* ».

Le « Gandhi turc »

Kemal Kiliçdaroglu a été élu le 22 mai à la tête du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) après la démission le 10 mai, de Deniz Baykal à la tête du parti depuis 1992.

Surnommé ainsi du fait de sa ressemblance physique avec le leader indien et de sa modestie, il jouit d'une réputation de probité. Cette élection peut « *relancer le jeu démocratique en Turquie. Par le passé, même le premier ministre avait reconnu que, s'il était "ravi" de l'inconsistance de l'opposition, l'absence d'adversaire politique crédible n'était "bonne ni pour le pays, ni pour la démocratie"* » (Le Figaro, 24 mai).

UE-Turquie: Des progrès envisagés d'ici juin (Europe1, 10 Mai)

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, a promis « *d'ouvrir de nouveaux chapitres dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE d'ici la fin de la présidence espagnole de l'UE en juin* ».

Bernard Kouchner et Rachida Dati à Istanbul (Le Télégramme de Brest, 25 mai, et Le Figaro et vous, 22 mai).

Le Ministre des Affaires étrangères, M. Bernard Kouchner était à Istanbul le 22 mai pour la conférence ministérielle pour le développement et l'amélioration de l'infrastructure de la Somalie. Il a « *loué les mérites d'une diplomatie turque très active* ».

La députée européenne a donné le 22 mai une conférence sur la réforme du système judiciaire en France à l'Université Galatasaray et a rencontré Mme Erdogan, M.Bağış, et Mme Onanç, présidente de Kagider (association des femmes entrepreneurs de Turquie).

Dossier du mois : Accord turco-brésilien sur le dossier du nucléaire iranien

L'Iran a conclu, le 17 mai, un accord avec la Turquie et le Brésil pour un échange d'uranium sur le territoire turc. L'accord, fruit d'une médiation du Brésil et de la Turquie prévoit notamment l'envoi en Turquie par l'Iran de 1200 kilos de son uranium faiblement enrichi (3,5 %), pour y être échangé, dans le délai maximum d'un an, contre 120 kilos de combustible enrichi à 20 % nécessaire au réacteur de recherche nucléaire de Téhéran.

Pour la presse qui reprend les propos d'Ali Khamenei, l'Occident a subi un « échec et mat » (Libération, 19 mai). Même enthousiasme côté turc : « Téhéran veut ouvrir une route constructive (...) Il n'y a plus de fondements à de nouvelles sanctions ou pressions », se réjouit le ministre turc des Affaires étrangères (Le Figaro et Le Monde).

Inquiétudes de la communauté internationale

Un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a jeté le trouble en indiquant que l'Iran allait « continuer à enrichir sur son territoire de l'uranium à 20 % », seuil permettant la production d'une arme nucléaire. Pour Bernard Guetta, « il y a tromperie sur la marchandise » (France Inter, 18 mai).

De fait les journaux relèvent la crainte que cet accord ne soit qu'une « manœuvre dilatoire », crainte partagée par la diplomatie européenne. Paris aussi affiche son scepticisme: « Le cœur du problème (...), c'est la poursuite des activités d'enrichissement à Natanz, la construction du réacteur à eau lourde d'Arak, la dissimulation du site de Qom, les questions des inspecteurs de l'AIEA laissées sans réponse » (Le Monde, 19 mai).

Un passage en force des Etats-Unis et des Européens

« Alors que l'on croyait brisée la dynamique vers de nouvelles sanctions », les membres permanents du Conseil de sécurité se sont mis d'accord sur un projet de résolution. « C'est un passage en force des Etats-Unis et des Européens (qui) va rendre difficile, voire impossible, un consensus au Conseil », estime M. Tertrais, de la Fondation pour la recherche stratégique (Libération, 19 mai). Pour l'Iran, « les grandes puissances se discréditent ». Brasilia et Ankara appellent de leur côté « à éviter les mesures nuisibles à une résolution pacifique du problème » (Libération, 20 mai) et défendent cet accord: « Les pays qui (le) critiquent sont jaloux. Parce que le Brésil et la Turquie (...) ont obtenu un succès diplomatique que certains pays ont tenté en vain de négocier durant plusieurs années », selon M. Erdogan.

Une victoire diplomatique pour la Turquie ?

« C'est un coup de tonnerre qui ne marque rien de moins qu'un changement d'époque », pour Bernard Guetta (France Inter, 18 mai). Le 25 mai, le Premier ministre turc est au Brésil, première étape d'une tournée qui le conduit en Argentine et au Chili. À Brasilia, il retrouve le président Lula, pour évoquer le dossier iranien, mais pas seulement. Le « tandem turco-brésilien a des visées plus vastes ».

Au-delà de l'établissement d'une diplomatie sud-sud, le déplacement de M. Erdogan, a pour but de développer les liens économiques et les partenariats énergétiques avec des pays émergents, analyse Laure Marchand (Le Figaro).